

Des activistes du monde entier lancent une nouvelle initiative pour combattre la torture dans les contextes affectés par le terrorisme

Tunis, Genève, Bruxelles, 7 février 2019

Tunis, Genève, Bruxelles: A l'issue d'une réunion de deux jours sous les auspices de l'Organisation mondiale contre la torture (OMCT), de proéminents activistes anti-torture en provenance de 23 pays ont discuté une approche concertée pour remettre en cause l'acceptation croissante de la torture dans des contextes sécuritaires instables.

*« La question n'est pas de savoir s'il faut répondre à la menace que le terrorisme pose à nos sociétés, mais bien **comment** nous y répondons », a déclaré Mokhtar Trifi, vice-président de l'OMCT. « Les membres et les partenaires de notre Réseau SOS-Torture sont tous les jours confrontés à la façon dont la lutte légitime contre le terrorisme est pervertie pour justifier la torture, et ce en dépit de l'interdiction universelle de cette pratique. Nous devons nous rappeler que si personne n'est au-dessus de la loi, aucun être humain ne devrait être exclu de l'application de la loi, quels que soient les crimes qui lui sont imputés. Les atteintes portées au cadre juridique international nous mettent tous en danger. Il est urgent de nous opposer à ce discours toxique. Cette urgence est encore plus accrue par le tournant populiste que nous observons actuellement dans de nombreux endroits, y compris dans des pays démocratiques».*

La majorité des participants au nouveau Groupe de travail du réseau SOS-Torture « Torture et Terrorisme », qui se sont réunis pour la première fois les 5 et 6 février, vivent et travaillent sur les lignes de front de la « guerre contre le terrorisme », en Afrique, en Amérique latine, en Asie, en Europe et au Moyen-Orient. Tous font face, dans leurs contextes respectifs, à une acceptation publique croissante de la torture, «*et cela en dépit du fait que la torture ne renforce en rien notre sécurité, comme l'expérience nous l'a déjà montré*», a déclaré Sevan Doraisamy de SUARAM, une organisation de droits humains en Malaisie. «*C'est même exactement le contraire. La torture ne fait que rendre les sociétés plus brutales et nourrit le cycle vicieux de la violence* ».

Fait particulièrement choquant, les activistes anti-torture deviennent eux-mêmes de plus en plus souvent la cible d'attaques venant des terroristes mais aussi du Gouvernement a ajouté Khalid Ibrahim du Gulf Centre for Human Rights. « *Le plus absurde est que les Etats prennent prétexte des actions anti-terroristes pour cibler les défenseurs des droits de l'Homme, qui sont ceux-là même dont nous avons besoin dans la lutte contre les extrémistes violents. Chacun d'entre nous connaît un collègue qui a été soit la victime des terroristes, soit celle des services de sécurité supposés nous protéger. Comment*



Réseau **SOS-Torture**

peut-on prétendre que nos pays sont rendus plus sûrs lorsque la réponse de l'Etat à la violence terroriste balaie les défenseurs des droits humains au passage? »

Mme Fionnuala Ni Aoláin, Rapporteuse spéciale des Nations Unies pour la promotion et la protection des droits humains dans la lutte contre le terrorisme, l'une des personnalités qui a offert son patronage au Groupe de travail, s'est adressée aux participants via vidéoconférence, soulignant la « *contribution cruciale que des groupes de la société civile, tel que celui-ci, peuvent fournir en documentant le détournement systématique et enraciné des mesures anti-terroristes* ».

Dans les prochains mois, le Groupe de travail intensifiera ses activités en suivant trois axes principaux :

- La collecte de données sur le terrain, mettant à profit les expériences et l'expertise collective de ses membres;
- Un soutien accru aux victimes de la torture et aux défenseurs des droits de l'Homme en danger;
- Des campagnes innovantes visant à remettre en cause l'acceptation croissante par le public de la torture dans des soi-disant « cas exceptionnels ».

Pour toute information complémentaire, veuillez contacter:

Camille Henry, coordinatrice du groupe de travail ch@omct.org +216 27 842 197
Iolanda Jaquemet, chargée de communication ij@omct.org +41 79 539 41 06